



## Quelques éléments sur les travailleurs palestiniens dans les entreprises israéliennes dans le contexte de la pandémie COVID-19

*La Coalition pour la défense de la terre, la Nouvelle fédération syndicale palestinienne, le Syndicat des travailleurs des services postaux palestiniens et les Défenseurs des droits humains, Avril 2020*

*Alors que la pandémie de coronavirus est utilisée pour violer les droits des travailleurs dans le monde entier, y compris des travailleurs palestiniens, nous sommes unis pour défier les employeurs et les États qui visent à maximiser les profits en dévalorisant la main-d'œuvre, en sapant ses droits et en négligeant sa protection contre la pandémie. Pour les Palestiniens qui travaillent pour les entreprises israéliennes, le système d'apartheid basé sur l'oppression raciale et le déni des droits des travailleurs fait preuve d'une cruauté sans limite.*

*Les injustices des réalités politiques et économiques différentes mais interconnectées dans lesquelles nous vivons à travers le monde s'aggravent. Le temps est venu de construire des réseaux unissant les travailleurs du monde entier, grâce auxquels ils pourront renverser l'exploitation économique actuelle.*

L'unité des efforts est une quête urgente pour sauver la vie des travailleurs du monde entier, y compris celle des travailleurs palestiniens qui sont confrontés à des mauvais traitements par Israël et sur leur lieu de travail dans les entreprises israéliennes, dans le contexte de la propagation du COVID-19. Jusqu'à présent, des dizaines de travailleurs palestiniens ont contracté le COVID-19 alors qu'ils travaillaient pour des employeurs israéliens et se sont vu refuser des soins dans les hôpitaux israéliens. En tant que Palestiniens, nous nous battons maintenant sur deux fronts pour survivre : le COVID-19 et l'occupation israélienne.

Le régime d'occupation et d'apartheid israélien est une entreprise économique qui s'est développée grâce à l'exploitation de centaines de milliers de travailleurs palestiniens contraints de travailler dans des entreprises israéliennes, y compris dans les colonies, car leur économie est étranglée par l'occupation de longue date. Avec la propagation du COVID-19, Israël profite pour faire tourner son économie par le biais des travailleurs palestiniens, les réduisant à des conditions de travail et de vie inhumaines. Entre autres, ils ne bénéficient pas des mesures de protection de base contre la pandémie. Le combat pour la protection des droits des travailleurs palestiniens asservis par leurs colonisateurs pour construire l'économie d'apartheid d'Israël, y compris les colonies israéliennes illégales sur les terres qui leur ont été volées, ne doit pas être suspendu jusqu'à la fin de la pandémie.

Nous devons nous unir pour construire un monde post-COVID19 qui respecte les droits et les libertés et place les personnes avant les profits. Cela doit inclure la fin du régime tyrannique de l'occupation israélienne qui viole les droits de l'homme et les libertés fondamentales des Palestiniens.

Comme action immédiate pour combattre non seulement la crise sanitaire créée par la pandémie mais aussi ses retombées économiques et sociales, la Coalition pour la défense de la terre, la Nouvelle fédération syndicale palestinienne, le Syndicat des travailleurs des services postaux palestiniens et les Défenseurs des droits humains appellent à plus de pression sur les autorités d'occupation israéliennes afin de protéger les travailleurs palestiniens, comme ceux d'Israël, en leur donnant le droit de rester chez eux en toute sécurité sans réduire leurs revenus.

### **Des travailleurs palestiniens largués aux postes de contrôle militaires israéliens**

Des milliers de travailleurs palestiniens quittent leur domicile chaque jour pour travailler pour des sociétés israéliennes, y compris dans les colonies. Ils passent de la Cisjordanie occupée à leur lieu de travail par des postes de contrôle surpeuplés, plus adaptés au bétail, qui rendent impossible toute mesure préventive contre le coronavirus, et doivent faire face à une humiliation constante, à des mauvais traitements et à de faibles salaires. Ils ne sont poussés vers ce mode de vie qu'en raison de la pauvreté et du taux de chômage élevé en Palestine. Aujourd'hui, avec l'aggravation de l'épidémie du nouveau coronavirus, ces travailleurs sont confrontés non seulement à la maladie, mais aussi aux abus et à la perte de revenus.

Au cours des deux dernières semaines, l'image des employeurs et des autorités israéliennes déversant des travailleurs palestiniens malades au bord de la route est devenue récurrente. Le 23 mars, un travailleur palestinien soupçonné d'être atteint du coronavirus a été humilié lorsque son employeur a appelé les autorités d'occupation israéliennes pour qu'elles le ramassent et le jettent au poste de contrôle militaire de Beit Sira. Selon des témoins, le travailleur handicapé a été "laissé pour mort" près du point de contrôle de Beit Sera. Il est resté allongé là, souffrant, à peine capable de bouger ou de respirer pendant trois heures, jusqu'à l'arrivée d'une ambulance du Croissant Rouge. Le scénario s'est répété une fois de plus : un autre employeur a laissé un travailleur présentant des symptômes de grippe en dehors de Salfit, et un autre a été laissé au nord de Jérusalem pour n'avoir pas fourni un "certificat" prouvant qu'il n'avait pas contracté la maladie.

Les travailleurs palestiniens en Israël sont confrontés à des conditions de travail dures et inhumaines, avec peu ou pas de protection de leurs droits. Alors que le gouvernement israélien a décrété une fermeture, demandant aux Israéliens de rester chez eux, ce sont les travailleurs palestiniens qui sont censés faire tourner l'économie.

Muhammad Al-Blaidi, le secrétaire général de la Nouvelle fédération syndicale palestinienne, explique que *"dans le cadre de la propagation du COVID-19, le gouvernement israélien a accordé une allocation de chômage uniquement aux travailleurs israéliens, où ils peuvent recevoir un revenu sans aller travailler, bien qu'en théorie, même les travailleurs palestiniens auraient le droit, selon la loi, d'obtenir une telle allocation"*. Les autorités israéliennes ont plutôt déclaré que les travailleurs palestiniens seraient autorisés à rester sur leur lieu de travail et loin de chez eux jusqu'à deux mois pendant cette crise. Il n'y a pas d'informations claires sur l'endroit où ils resteraient et sur le type de protection dont ils bénéficieraient, ni sur la question de savoir s'ils recevront des soins médicaux en cas de maladie. Pourtant, les centaines de travailleurs qui ont commencé à rentrer chez eux avant la fin de la période de deux mois déterminée par les autorités israéliennes, ont été frappés par la façon dont leurs

employeurs israéliens ont manqué à leurs obligations de leur assurer un logement convenable pour atténuer la précarité de la pandémie. Selon Muhammed Al-Blaidi, *"les employeurs israéliens n'ont même pas fourni aux Palestiniens travaillant pendant la pandémie une protection contre le virus. Actuellement, les travailleurs palestiniens dorment dans des bâtiments en sous-construction et dans d'autres lieux surpeuplés"*.

Les travailleurs sont obligés de continuer à travailler avec les employeurs israéliens car des droits tels que la continuité du paiement des salaires pendant la crise COVID-19 ne sont tout simplement pas une option pour eux. Muhammed Al-Blaidi souligne que *"beaucoup de travailleurs palestiniens travaillant dans les colonies illégales israéliennes ne reçoivent pas de salaire pour leur pension, leurs congés payés ou leurs jours de maladie. Certains d'entre eux ne sont pas payés pour le nombre d'heures qu'ils travaillent, mais pour la quantité de travail qu'ils accomplissent"*. Dans ces conditions, arrêter de travailler signifie ne pas savoir comment assurer la subsistance de la famille.

Alors que l'exploitation et la négligence de protection contre le COVID-19 pour les travailleurs palestiniens se poursuivent, de plus en plus de travailleurs palestiniens sont contaminés par le virus, presque quotidiennement. Il y a quelques jours, quinze travailleurs palestiniens travaillant dans une usine de poulets dans la colonie illégale d'"Atarot" ont été testés positifs au COVID-19. Sept de ces travailleurs infectés sont allés chez eux dans leurs villages, qui sont Deir Al-Sudan, Shuqba et Khirbet Al-Musbah, et se sont mêlés à des personnes. Les mauvais traitements infligés aux travailleurs palestiniens par les autorités israéliennes mettent en danger non seulement leur vie mais aussi celle de leur famille. Le nombre croissant de personnes qui contractent le virus met leur vie et celle des autres dans des conditions précaires car les installations médicales pour les Palestiniens qui subissent une occupation de longue durée sont très limitées. Selon la quatrième convention de Genève, Israël, en tant que puissance occupante, a l'obligation de garantir au peuple palestinien, en tant que population occupée, les soins de santé nécessaires, y compris la protection contre les pandémies telles que la COVID19. Pourtant, Israël, pays bien connu depuis sa création en 1948 pour ses pratiques discriminatoires et d'apartheid à l'encontre du peuple occupé, continue de fouler aux pieds les droits fondamentaux des travailleurs palestiniens, les droits de l'ensemble du peuple palestinien et le droit international.

### **Travailleurs palestiniens : Doivent-ils rester chez eux en bonne santé et laisser leurs familles mourir de faim ?**

Alors que les Israéliens exploitent le besoin de travail des travailleurs palestiniens en ne leur offrant que des conditions de travail pénibles, les Palestiniens acceptent ces conditions, aigris par le fait que rester à la maison pourrait priver leurs enfants de besoins fondamentaux, comme la nourriture. L'apartheid systématique de l'occupation israélienne et les pratiques coloniales des colons exploitent les ressources naturelles des Palestiniens et ont fait perdre à des centaines de milliers d'entre eux leur terre, qui était autrefois une source principale de revenus. Les traités économiques entre l'Autorité nationale palestinienne et Israël, principalement les accords de Paris, ont également rendu l'économie palestinienne paralysée et fortement dépendante de l'économie israélienne. L'éclatement de l'économie palestinienne a forcé des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants palestiniens à chercher du travail dans des entreprises israéliennes, y compris dans les colonies illégales,

comme travailleurs salariés à bas prix sans les droits minimums respectant leur humanité, afin de sortir du taux élevé de chômage en Cisjordanie occupée, qui a augmenté après la pandémie.

Le soutien inconditionnel des États-Unis aux pratiques coloniales d'Israël incarnées dans l'"accord du siècle" a donné à Israël le feu vert pour intensifier et accélérer l'expansion de ses colonies. La vallée du Jourdain, une bande de terre fertile et riche en ressources naturelles qui suffirait à relancer l'économie palestinienne, est la principale cible de ce "plan de paix" unilatéral. L'annexion de la vallée du Jourdain freinera encore plus l'économie palestinienne et poussera davantage de Palestiniens à accepter d'être exploités comme main-d'œuvre salariée, pour survivre, au service de l'économie israélienne et de la durabilité de son régime d'apartheid tout en éloignant encore plus le peuple palestinien de son but d'autodétermination. L'"accord du siècle" de Trump promet aux Palestiniens une prospérité économique s'ils renoncent à leurs droits fondamentaux. Cependant, une économie palestinienne viable ne pourra être réalisée que lorsque les Palestiniens récupéreront leurs terres et leurs ressources naturelles, qui ont été appropriées pour les colons israéliens illégaux, et lorsque le lien économique forcé avec l'économie israélienne sera complètement coupé.

Dans cette situation, les travailleurs palestiniens ne sont pas à blâmer pour avoir choisi de travailler pour des employeurs israéliens. Cependant, comme beaucoup d'entre eux ont contracté le virus sur leur lieu de travail, leurs voisins et la société palestinienne dans son ensemble les traitent avec méfiance, et ils font l'objet de plus d'attention et de critiques. Dans une vidéo qui s'est propagée sur les médias sociaux, un travailleur se plaint d'un commerçant qui a refusé de laisser son fils faire ses courses et l'a renvoyé chez lui. La situation s'est depuis lors intensifiée, après que le premier décès dû au coronavirus en Palestine ait été enregistré le 25 mars. Une femme âgée du village de Biddu est morte peu après avoir présenté des symptômes, ayant contracté le virus de son fils qui travaille dans une colonie israélienne. De plus en plus de personnes contractent le virus à Biddu et dans d'autres régions de Cisjordanie occupée. Pendant ce temps, la consternation des travailleurs continue de s'accroître alors que leurs moyens de subsistance sont réduits et que de plus en plus de personnes les intimident.

### **Les travailleurs manquent de syndicalisation et de protection juridique**

Les conditions actuelles que rencontrent les travailleurs palestiniens ne se sont pas détériorées en raison de la propagation de COVID-19 mais à cause de l'apartheid israélien. Leurs conditions n'ont jamais été tolérables car l'exploitation systématique des travailleurs privés de leurs droits est un élément clé de l'apartheid et des pratiques coloniales et permet à ces systèmes de survivre et de prospérer. Les employeurs israéliens refusent constamment aux travailleurs palestiniens leurs droits, même s'ils leur sont dus par la loi. Al-Blaidi ajoute également que "*dans certaines usines israéliennes, les travailleurs palestiniens sont payés au salaire minimum selon l'échelle salariale jordannienne, au lieu du salaire minimum israélien*". Imad Temiza, défenseur des droits de l'homme et représentant du syndicat des travailleurs des services postaux palestiniens, fait valoir l'observation d'Al-Blaidi selon laquelle "*en théorie, les travailleurs palestiniens ont les mêmes droits que les travailleurs israéliens, tels qu'ils sont consacrés par la loi israélienne depuis 1970. Pourtant, en pratique, les travailleurs palestiniens se voient refuser ces droits*". Parlant des conditions de travail désastreuses des travailleurs,

Temiza a ajouté que *"les travailleurs palestiniens travaillent 18 heures par jour avec la crainte de perdre leur emploi à tout moment. De plus, les employeurs israéliens n'offrent pas de mesures de protection aux Palestiniens travaillant dans la construction, où le nombre de ceux qui meurent sur le lieu de travail est en augmentation notoire"*. Al-Blaidi a déclaré qu'en 2019, *"plus de 60 travailleurs palestiniens en Israël sont morts au travail en raison du manque de mesures de protection"*, soulignant que chaque année il y a une perte de dizaines de travailleurs.

Les travailleurs palestiniens sont confrontés à des difficultés extrêmes lorsqu'ils veulent faire valoir leurs droits ou toute amélioration des conditions de travail. Temiza fait le lien avec le fait que *"les travailleurs palestiniens ne sont pas conscients de leurs droits fondamentaux. Le rôle des syndicats, que ce soit en Palestine ou en Israël, est limité"*. Al-Blaidi soutient que les travailleurs palestiniens ne sont pas conscients de leurs droits car *"les syndicats palestiniens, comme l'organisation dans laquelle il travaille, n'ont pas les moyens financiers de sensibiliser les travailleurs à leurs droits et d'employer des avocats qui protègent les droits des travailleurs dans les tribunaux israéliens"*. *"Le rôle de la Fédération générale des syndicats israéliens (Histadrut), que les travailleurs palestiniens sont tenus de payer chaque mois"*, observe M. Al-Blaidi, *"est faible et ne fournit aucune protection juridique aux travailleurs palestiniens, surtout aujourd'hui, avec la propagation de la pandémie"*. En fait, la Histadrut, selon Al-Blaidi, *"fait partie du projet colonial des colons israéliens qui se combine avec les autorités d'occupation israéliennes pour violer les droits des travailleurs palestiniens"*. Le traitement des travailleurs palestiniens comme une main-d'œuvre de seconde zone qui s'est intensifié depuis la propagation de la pandémie montre combien il est important de prendre des mesures de soutien en faveur de la syndicalisation des travailleurs afin de protéger leurs droits.

## Notes

Interview téléphonique avec Muhammed Al-Blaidi

Interview téléphonique avec Imad Temiza

<http://english.pnn.ps/2020/04/01/15-new-coronavirus-cases-bring-total-number-to-134-in-palestine/>

<https://www.middleeasteye.net/news/coronavirus-palestinian-workers-israel-renege-deal-contain-pandemic>

<https://www.middleeasteye.net/news/coronavirus-palestine-west-bank-records-first-death-case>

<https://www.middleeasteye.net/news/coronavirus-palestine-labourer-found-near-west-bank-checkpoint-covid19>

---